



Côte d'Ivoire

PLAN

**PRÉSENTATION GÉNÉRALE
ZONE UEMOA
LA COTE D'IVOIRE EN BREF**

**INDICATEURS DE CONJONCTURE
POLITIQUES
DÉMOGRAPHIQUES
ÉCONOMIQUES
FISCALITÉ
COMMERCE
INVESTISSEMENT / DOING BUSINESS
RELATIONS INTERNATIONALES
RISQUES DU PAYS**

**COMMERCE
INVESTISSEMENT / DOING BUSINESS
COVID
LE MAROC EN COTE D'IVOIRE
SYNTHÈSE**



PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Présentation de la ZONE UEMOA

Après la dévaluation du FCFA en 1994, les états d'Afrique de l'Ouest par la voix de leur présidents respectifs, décidèrent de s'unir pour faire face à la crise. Ainsi cette union devait permettre de dépasser les limites du dispositif de l'union monétaire en ajoutant la dimension économique à la dimension monétaire pour renforcer et approfondir la création d'un espace économique régional intégré.

L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) est constituée par **des organes de direction** que sont la Conférence des chefs d'Etat, le Conseil des ministres et la Commission, **des organes de contrôle parlementaire et juridictionnel** que sont le Comité interparlementaire, la Cour de justice et la Cour des comptes, et **des organes consultatifs** que sont la Chambre consulaire régionale ainsi que deux institutions spécialisées autonomes que sont la (BCEAO) et la (BOAD).

BCEAO

C'est la Banque centrale des états d'Afrique de l'Ouest créée en 1962. Aux termes des dispositions du Règlement n°15/2002/CM/UEMOA relatif aux systèmes de paiement dans les pays de l'UEMOA, un rôle primordial est confié à la BCEAO pour assurer le bon fonctionnement des systèmes de paiement. Ainsi, la Banque centrale assure les fonctions d'opérateur, de participant et de surveillant des systèmes de paiement. En tant qu'institution financière, la BCEAO participe pour son compte ou pour ceux des Etats aux échanges dans les systèmes de paiement. Le rôle de la BCEAO en matière de gestion des systèmes de paiement est contenu dans ses statuts et dans le Règlement communautaire sur les systèmes de paiement.

BOAD

La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) est l'institution commune de financement du développement des Etats de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA). Elle a été créée par accord signé le 14 novembre 1973. La BOAD est devenue opérationnelle en 1976. Les Etats membres sont : le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

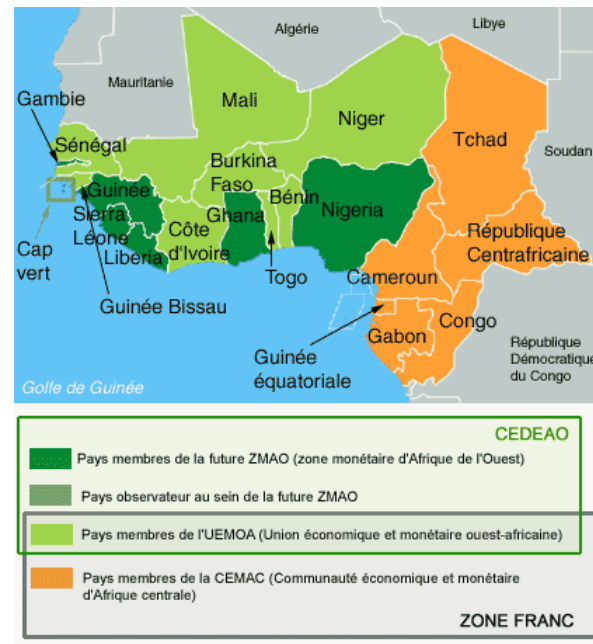
Par traité de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) signé le 10 janvier 1994 et entré en vigueur le 1er août 1994, la BOAD est une institution spécialisée et autonome de l'Union. Elle concourt en toute indépendance à la réalisation des objectifs de l'UEMOA sans préjudice des objectifs qui lui sont assignés par le traité de l'UMOA.

La BOAD est un établissement public à caractère international qui a pour objet, aux termes de l'Article 2 de ses Statuts, de promouvoir le développement équilibré des Etats membres et de contribuer à la réalisation de l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest.

UEMOA - VUE D'ENSEMBLE

Créée le 10 janvier 1994 à Dakar, l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a pour objectif essentiel, l'édification, en Afrique de l'Ouest, d'un espace économique harmonisé et intégré, au sein duquel est assurée une totale liberté de circulation des personnes, des capitaux, des biens, des services et des facteurs de production, ainsi que la jouissance effective du droit d'exercice et d'établissement pour les professions libérales, de résidence pour les citoyens sur l'ensemble du territoire communautaire.

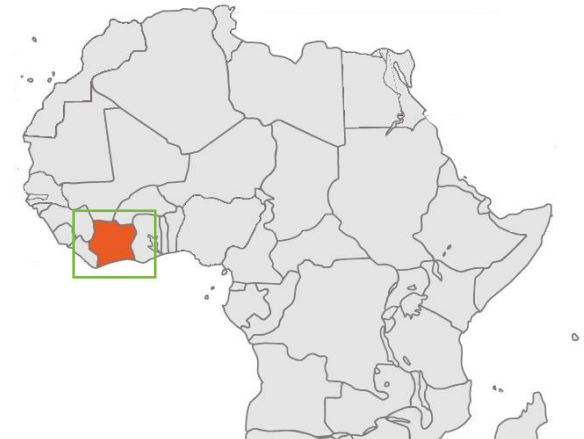
Huit Etats côtiers et sahéliens, liés par l'usage d'une monnaie commune, le FCFA et bénéficiant de traditions culturelles communes, composent l'UEMOA : le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. L'UEMOA couvre une superficie de 3 506 126 km² et compte 123,6 millions d'habitants. Le taux de croissance du PIB, à prix constant, est de 6,1% en 2019. (Source: INS/C. UEMOA : RSM juin 2020)



	Côte d'Ivoire	Burkina Faso	Sénégal	Mali	Niger	Bénin
Évaluation pays	B	C	B	D	C	B
Environnement des affaires	B	C	B	D	C	C

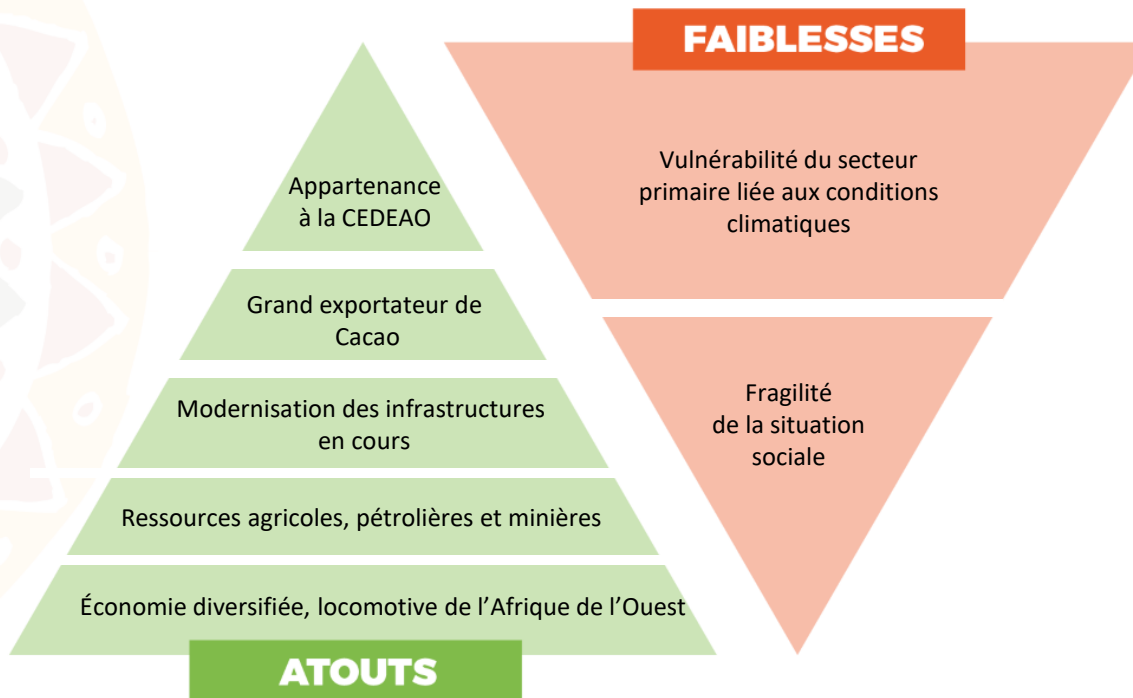
1- CÔTE D'IVOIRE EN BREF

- **Pays d'Afrique de l'Ouest**
- **Superficie** : 241 550 Km²
- **Population** : 27 millions d'habitants
- **Capitales**: Abidjan (économique) & Yamoussoukro (administrative)
- **Monnaie** : 1 XOF = 0,0018 USD, 1 USD = 553,7136 XOF
1 XOF = 0,0015 EUR, 1 EUR = 655,9570 XOF
- **Langues** : Français
- **Autres langues** : le Bété et le Baoulé
- **Pays frontaliers** : Burkina Faso, Mali, Ghana, Liberia, Guinée
- **PIB 2020** : 43 MMUSD (Source : Banque Mondiale)
- **Croissance PIB 2020** : 1,8% (Source : FMI - World Economic Outlook Database, 2020)
- **PIB par habitant** : 1715 USD (Source : Banque Mondiale)
- **Niveau de développement** : Pays à revenu moyen inférieur. Premier exportateur mondial de cacao.
- **Inflation** : 1,2%



1- Côte d'Ivoire EN BREF

L'environnement économique ces dernières années en Côte d'Ivoire a été marqué par une série de bons résultats. La croissance enregistrée au niveau général est aussi la conséquence d'un environnement économique sous-régional et national favorable. Les nombreuses réformes opérées par le gouvernement, l'engagement de la banque centrale et la présence renforcée de nouvelles banques sur le marché financier national ont largement contribué à dynamiser l'activité économique Nationale.



2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Politique

Liberté politique : 

Libertés individuelles : 

Source : [Liberté dans le monde 2019, Freedom House](#)

La Côte d'Ivoire est restée stable depuis la fin de la guerre postélectorale 2010-2011. Certains des principaux acteurs de cette période, dont l'ancien Président Laurent Gbagbo et l'ancien ministre de la Jeunesse et des Sports, Charles Blé Goudé, ont bénéficié d'une libération conditionnelle dans l'attente d'une procédure d'appel devant la Cour pénale internationale.

Le Président Alassane Ouattara, qui dirige actuellement le pays, vient de gagner les élections et s'engage pour un troisième mandat très contesté.

Le Président, élu pour cinq ans au suffrage universel, détient presque l'exclusivité du pouvoir exécutif, qui comprend l'exécution des lois et la direction des affaires courantes du pays. Le Premier ministre est le chef du gouvernement. Il est nommé par le Président pour un mandat de cinq ans. Le Premier ministre travaille sous les ordres du président. Le Conseil des Ministres est aussi nommé par le Président. La nouvelle Constitution de 2016 prévoit la création d'un poste de Vice-président.

Dans l'ensemble le pays est aujourd'hui stable, de part sa position de leader de la zone économique, et des bons résultats acquis au cours des dernières années .

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Démographie

- **Population totale** : 25.716.544
- **Accroissement naturel** : 2,5%
- **Population urbaine** : 51,2%
- **Densité** : 79 habitants / Km²
- **Age moyen** : 19 ans
- **Espérance de vie** : Hommes: 56,3 Femmes : 58,7
- **Population active** : 8 310 000
- **Taux d'activité** : 67%
- **Origines ethniques** : Akan environ 42%, Voltaiques environ 18%, Mandés du Nord environ 16%, Krous environ 11%, Mandés du Sud environ 10%, Autres environ 3%. ([Institut National de la statistique](#))
- **Religion** : Musulman 38,6%, chrétiens 32,8%, religions tribales 28,6%
- **Taux d'alphabétisation** : 48,7%



2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Fiscalité

- TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA) : 18%
- IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS :
 - Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC) : 25% (taux standard)
 - Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC) pour les entreprises des secteurs des télécommunications, de l'information et des technologies de l'information : 30%
 - Impôt minimum forfaitaire (suspendu jusqu'à la fin de l'année 2020 conformément à la loi de finance 2020) : 0,5% du chiffre d'affaires (3 millions de XOF minimum, 35 millions de XOF maximum)
 - A la suite de la crise de la Covid-19, le gouvernement a décidé de différer de 3 mois le paiement et le prélèvement de taxes dues à l'Etat ainsi que des cotisations sociales pour les entreprises rencontrant des difficultés de trésorerie.
- LES RETENUES A LA SOURCE : Dividendes: 10% / 15% Intérêts: 16,5% (intérêts sur les dépôts bancaires) / 18% / 25% (certificats de dépôt), redevances: 7,5% (livres, recherche scientifique et universitaire) / 20%.
- COTISATIONS OBLIGATOIRES: https://www.doingbusiness.org/en/data/exploreeconomies/cote-divoire#DB_tax
- La France et la Côte d'Ivoire sont liées par une convention de non double imposition. Celle-ci a été signée à Abidjan le 6 avril 1966 et est entrée en vigueur le 1er octobre 1968. Elle tend à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale.

COMPARAISON INTERNATIONALE DE LA FISCALITE DES ENTREPRISES

	Côte d'Ivoire	Afrique subsaharienne	USA	Allemagne
Nombre de paiements de taxes par an	63,0	38,8	10,6	9,0
Temps requis pour les formalités administratives en heures	205	304,2	175,0	218,0
Montant total des taxes en % des profits	50,1	47,0	43,8	49,0

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017	2018	2019
Importations de biens (millions USD)	9.915	9.735	9.605	10.970	10.483
Exportations de biens (millions USD)	11.158	11.767	11.853	11.912	12.602
Importations de services (millions USD)	n/a	n/a	3.180	3.308	0
Exportations de services (millions USD)	n/a	783	869	1.034	0
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	15,9	0,5	11,2	2,2	1,5
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	6,9	-6,8	10,0	5,6	13,3
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	3.170	3.068	3.374	2.455	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	52,7	47,5	48,5	45,7	45,6
Importations de biens et services (en % du PIB)	25,4	22,9	23,6	23,1	22,1
Exportations des biens et services (en % du PIB)	27,4	24,6	24,9	22,6	23,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale , dernières données disponible

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Investissement / Doing Business

	Côte d'Ivoire	Afrique subsaharienne	USA	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

NOTE:

*Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes.

**Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables.

*** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit.

**** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2017	2018	2019
Flux d'IDE entrants (millions USD)	975	620	1.009
Stocks d'IDE (millions USD)	9,792	9,950	10.775
Nombre d'investissements greenfield*	21	33	40

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Relations avec la communauté financière internationale

La communauté internationale et les institutions africaines se sont fortement mobilisées sur le dossier ivoirien pendant la décennie de crise, à travers des médiations et des processus de sanctions. Suite à l'arrivée effective d'Alassane Ouattara au pouvoir, l'UA a levé ses sanctions, et l'ONU a fait de même le 28 avril 2016. A la suite d'une décision du Conseil de sécurité, l'opération des Nations unies en Côte d'Ivoire a officiellement pris fin le 30 juin 2017.

La fin de la crise a permis à la Côte d'Ivoire de retrouver tout son poids dans la sous-région et de reprendre sa place sur la scène internationale. Le Président Ouattara a ainsi consacré beaucoup de temps à rendre visite à ses homologues d'Afrique de l'Ouest. Sous la présidence d'Alassane Ouattara (2012-2014), la CEDEAO a joué un rôle déterminant dans la crise malienne et la transition en Guinée Bissao.

Le 2 juin 2017, la Côte d'Ivoire a été élue membre non-permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour le biennium 2018-2019. Elle était le candidat de la CEDEAO et de l'Union africaine.

Le FMI approuve un décaissement de 886,2 millions de dollars pour la Côte d'Ivoire au titre de la Facilité rapide de crédit (FRC) et l'Instrument de financement rapide (IFR).

L'impact économique attendu de COVID19 sera considérable, et les perspectives à court terme se détériorent rapidement.

Les autorités ivoiriennes ont riposté promptement à la pandémie en s'appuyant sur un plan médical d'urgence et un plan ambitieux de politiques économiques visant à apporter un soutien ciblé aux populations vulnérables et entreprises touchées par la pandémie.

3- RISQUES DU PAYS

Commerce

LES COOPÉRATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES

La Côte d'Ivoire est membre de la [Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest \(CEDEAO\)](#), et de l'[Union Economique Monétaire Ouest - Africaine \(UEMOA\)](#).

L'ÉVALUATION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

[Les barrières aux échanges](#), répertoriées par l'UE. - <https://madb.europa.eu/madb/>

DROIT DE DOUANE MOYEN (hors produits agricoles)

Il existe des niveaux de taxation des importations très variés selon les produits, pour plus d'informations consultez les [Douanes Ivoiriennes](#).
(http://www.douanes.ci/?page=Profes.TARIF.RechTAR.consultation_tarif&rub=tarif_douanier&typrub=srub)

PROPRIETE INTELLECTUELLE

La Côte d'Ivoire a signé l'accord établissant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI). Vous pouvez contacter l'Office ivoirien de la propriété intellectuelle (OIP) [par email](#).

3- RISQUES DU PAYS

Investissement

Créer une entreprise	Côte d'Ivoire	Afrique subsaharienne
Procédures (nombre)	4,00	7,80
Temps (jours)	6,00	27,30

Sources : *Doing Business*

https://www.cepici.gouv.ci/?tmp=single_actu&p=le-guichet-unique&artcl=143

3- RISQUES DU PAYS

Covid-19

ITEM	LIEN / info
ÉVOLUTION ÉPIDEMIE COVID 19	http://info-covid19.gouv.ci/
MESURES SANITAIRES	info-covid19.gouv.ci
RESTRICTIONS SANITAIRES	http://info-covid19.gouv.ci/
RESTRICTIONS IMPORT/EXPORT	https://www.macmap.org/covid19
PLAN DE RELANCE	http://www.gouv.ci/doc/1585949456Pandemie-du-coronavirus-COVID-19-Presentation-du-plan-de-soutien-economique-social-et-humanitaire.pdf
PLAN DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES	https://www.worldbank.org/en/data/interactive/2020/04/14/map-of-sme-support-measures-in-response-to-covid-19

3- RISQUES DU PAYS

Selon le FMI, en 2019, la croissance de la Côte d'Ivoire s'élevait à 6,9%, tirée par des investissements durables, une augmentation des revenus du cacao et des dépenses sociales. Selon les estimations actualisées du FMI du 14 avril 2020, en raison de l'apparition du COVID-19, la croissance du PIB devrait ralentir à 2,7 % en 2020 et remonter à 8,7 % en 2021, sous réserve de la reprise économique mondiale post-pandémique.

Le gouvernement maintient un objectif de déficit budgétaire de 3% du PIB conformément à la norme de l'UEMOA. La Côte d'Ivoire a mis en œuvre un programme de politiques macroéconomiques et de réformes structurelles pour soutenir une croissance forte, assurer la stabilité macroéconomique, réduire la pauvreté et promouvoir l'inclusivité. Le Plan national de développement 2016-2020 met l'accent sur la diversification de la production, l'amélioration de la transformation des matières premières et le développement des chaînes de valeur dans le secteur primaire. Le budget de l'État 2020, en continuité avec le précédent, donne la priorité à la transformation structurelle de l'économie et à l'amélioration du niveau de vie de la population. Les autorités poursuivront le programme PSGouv lancé début 2019, afin d'accélérer les projets du Plan National de Développement (PND) qui ont le plus fort impact social. Ces projets comprennent l'électrification rurale et les tarifs sociaux de l'électricité pour les ménages les plus pauvres, et un système de santé universel lancé en octobre 2019.

Le gouvernement augmentera ses dépenses sur les projets de 1% du PIB en 2019 à 1,5% du PIB cette année. Le ratio dette / PIB était de 52,7% en 2019 tandis que l'inflation était maintenue à 1%, bien en deçà du critère de l'UEMOA (3%). En décembre 2019, le FMI a achevé sa sixième revue au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et de la Facilité élargie de financement (FEP) approuvées trois ans auparavant, et a jugé la performance du pays satisfaisante. Selon le FMI, parmi les défis auxquels le pays est confronté, il y a la fluctuation des taux de change des produits agricoles et miniers, les conditions climatiques, les risques sécuritaires et le resserrement des marchés financiers. Le contexte politique avant les élections présidentielles d'octobre 2020 pourrait également ajouter une certaine incertitude à ces perspectives économiques globalement favorables. Enfin, le taux d'inflation est passé à 0,8 % en 2019 et cette tendance devrait se poursuivre au cours des deux prochaines années, pour atteindre 1,2 % en 2020 et 1,4 % en 2021 (World Economic Outlook FMI d'avril 2020).

| 4- MAROC / Côte d'Ivoire

Accords récents

Les relations maroco-ivoiriennes connaissent un dynamisme remarquable avec notamment six visites royales et deux déplacements présidentiels depuis 2013, lesquels ont été marqués par la signature d'une panoplie de conventions de partenariat et la tenue de plusieurs forums économiques. Depuis 2014, plus de 120 projets ont été lancés dans plusieurs secteurs : éducation, transport, finances, industrie, pêche maritime et agriculture, impliquant 50 acteurs marocains s'activant en Côte d'Ivoire et qui ont conclu des partenariats avec quelque 80 opérateurs ivoiriens

Le Maroc se positionne dans le top 3 des investisseurs privés en Côte d'Ivoire avec 313 millions d'euros (environ 205 milliards FCFA) mobilisés dans divers secteurs pendant les cinq dernières années, selon le Centre de promotion des investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI).

4- MAROC / Côte d'Ivoire

Les entreprises marocaines en Côte d'Ivoire

Plusieurs entreprises marocaines issues de secteurs divers interviennent dans la politique d'expansion économique continentale. Banque/Assurance, Services, Télécom, Immobilier et BTP forment des leviers à partir desquels le Maroc s'impose en tant que partenaire économique privilégié des pays africains.

#1 Attijariwafa Bank : En 2016, les filiales subsahariennes du groupe Attijariwafa Bank ont généré un résultat net de plus de 550 millions de dirhams, soit plus de 22% des réalisations du groupe qui a annoncé le 3 mai 2017 la finalisation de l'acquisition de Barclays Egypt. Bien ancré partout en Afrique, Attijari commence également à développer sa branche assurance sur le continent. Sa filiale Wafa assurance, leader au Maroc, a essaimé dans quatre pays d'Afrique.

#2 La BMCE/ BOA (Banque Marocaine du Commerce Extérieur – BANK OF AFRICA) est déjà présente dans 18 pays africains via sa filiale Bank of Africa. La banque projette de créer de nouvelles filiales dans 5 à 10 nouveaux pays d'ici 2021.

#3 Le groupe Saham est aujourd'hui le 8e assureur en Afrique. Déjà présent dans 19 pays du continent, le groupe a renforcé sa présence depuis 2014. Au Nigéria, première économie du continent, Saham détient près de 40% dans Unitrust Insurance et a pris le contrôle de Continental Reinsurance depuis.

#4 Le groupe Addoha

5- SYNTHÈSE

C'est un gouvernement ivoirien satisfait des performances de la Côte d'Ivoire dans le Doing Business 2020 qui s'est prononcé sur le sujet en adoptant, en Conseil des ministres, une communication relative à la présentation des performances de la Côte d'Ivoire contenues dans le Rapport Doing Business 2020.

« Le Rapport Doing Business 2020, rendu public le 24 octobre, marque une amélioration constante des performances de notre pays en matière de facilitation et de simplification des procédures du cadre de gestion des affaires en Côte d'Ivoire. Selon ce rapport du groupe de la Banque Mondiale, notre pays occupe la 110e place mondiale en matière de facilité de faire des affaires et connaît une progression de 12 places comparativement au rapport de l'année dernière. Aussi, le score Doing Business anciennement connu sous l'appellation de Distance à la Frontière passe de 58,00 à 60,70, soit une progression de 2,7 », s'est réjoui le porte-parole du gouvernement.

Le Président Ouattara est reconduit pour un mandat très contesté, ce qui pourrait mettre en péril tous les acquis de cette dernière décennie.

Outre les bonnes performances économiques, le taux de pauvreté a fortement augmenté par rapport à son niveau d'il y a trente ans. Plus de 45% de la population vit sous le seuil de pauvreté et environ un quart de la population active reste au chômage. Le taux de chômage a été estimé par la Banque mondiale à 2,4% en 2019